



L'emploi salarié privé dans les établissements marchands retrouve le chemin de la croissance

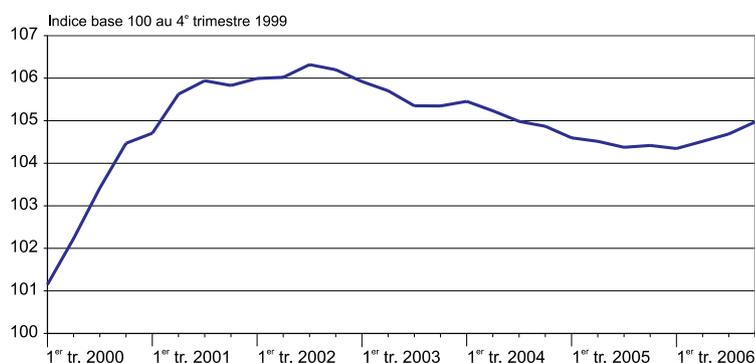
La progression de 1,0% hors intérim de l'emploi dans les établissements marchands du secteur privé du Nord-Pas-de-Calais en 2006 s'inscrit dans le contexte de reprise observée au niveau national. Les créations se situent dans les activités du tertiaire et la construction. Elles ont été particulièrement nombreuses dans les établissements privés de l'éducation, de la santé et de l'action sociale. À l'inverse, tous les secteurs de l'industrie enregistrent une diminution de l'emploi.

En 2006, pour la première fois depuis quatre ans, l'emploi dans les établissements marchands du secteur privé non agricole **hors intérim** a connu globalement une progression (+1,0%). Cette croissance de l'emploi s'est traduite par une augmentation de près de 8 200 postes.

Le bilan est plus favorable dans le Nord qui enregistre une augmentation des effectifs de 1,3% que dans le Pas-de-Calais, où l'emploi progresse de 0,3%.

Le mouvement de remontée des effectifs s'est produit à partir du deuxième trimestre. Il s'est effectué à un rythme moyen trimestriel avoisinant 0,3%, sous l'impulsion des services marchands hors commerces. La construction, quant à elle, s'est montrée dynamique tout au long de l'année, progressant en moyenne tous les trimestres de 0,9%. À l'opposé, l'industrie a perdu 0,7% des ses effectifs chaque trimestre. Les commerces ont été faiblement créateurs, sauf au quatrième trimestre.

Évolution trimestrielle (CVS) de l'emploi salarié privé non agricole dans les secteurs principalement marchands du Nord-Pas-de-Calais



Note : Le suivi trimestriel de l'emploi salarié privé non agricole est effectué sur le champ des secteurs principalement marchands, qui exclut les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'action sociale et de l'administration, contrairement au champ pris en compte dans le reste de l'article de ce bilan.
Source : Insee, Urssaf

Tous les secteurs de l'industrie en recul

Dans l'industrie agroalimentaire, le nombre de salariés a globalement reculé de 0,7%, soit une destruction de 250 postes. Ce retrait, toutefois plus faible qu'en 2005 (-1,9%), est principalement imputable aux industries de la viande, des boissons, du travail du grain et de la fabrication d'aliments pour animaux.

L'emploi dans l'industrie manufacturière (hors IAA) subit une nouvelle et sensible régression de -2,8% après -3,1% l'année précédente. Les pertes, légèrement moins volumineuses qu'en 2005, représentent 6 200 emplois.

La dégradation de l'emploi constatée depuis 2001 dans les industries des biens intermédiaires s'est poursuivie suivant le même rythme qu'en 2005 : -3,5%, représentant un volume de près de 3 700 emplois. Ces baisses d'effectifs proviennent en grande partie du textile toujours sous l'effet principalement de restructurations ou de la fermeture d'établissements : -9,8%, ce qui est peu différent du résultat de 2005 qui atteignait -11,0%. Les industries de produits minéraux perdent presque deux fois plus de postes qu'en 2005 (-4,8% contre -2,5%) ; le bilan n'est guère plus favorable dans la chimie, caoutchouc et plastiques qui réduit ses effectifs de 3,1% après 1,8% en 2005. Toutefois, l'activité dominante du secteur, la métallurgie, sidérurgie connaît un sensible ralentissement de la chute de ses effectifs (-0,9% après -1,7% en 2005 et -4,6% en 2004). Elle est imitée en cela par les industries du bois et du papier (-1,8% après -4,8% en 2005).

L'emploi salarié dans les biens d'équipement a perdu 2,4% de ses effectifs, dont une bonne moitié dans les industries des équipements mécaniques, qui représentent 70% du secteur (-1,8% après -3,6% en 2005).

La baisse de l'emploi dans les industries des biens de consommation s'est maintenue au rythme des années précédentes (-5,3% en 2006 contre -5,1% en 2005). Ce résultat est imputable à une conjoncture défavorable dans toutes les activités : l'édition, imprimerie, reproduction connaît en particulier des pertes supérieures à celles de 2005 (-5,7% après -3,0%), approchant en volume celles qu'enregistrent à elles deux les industries de l'habillement, cuir (-10,5%) et les industries de la pharmacie, parfumerie et entretien (-7,7%). Les pertes dans les équipements du foyer sont un peu plus modestes (-1,0%).

Contrairement aux années antérieures, le secteur automobile a réduit de 1,0% ses effectifs permanents, c'est-à-dire non intérimaires. Cette réduction a affecté pareillement les effectifs de la construction automobile et ceux de la fabrication des équipements automobiles.

Forte croissance de l'emploi dans la construction

Le dynamisme de la construction s'est traduit par une très vive croissance de l'emploi salarié (non compris les intérimaires occupés dans le secteur), plus forte en 2006 qu'en 2005 (+3,7%, soit près de 3 000 emplois contre +2,3% en 2005). Le nombre d'emplois progresse à peu près au même rythme dans le bâtiment, qui représente 80% du secteur, et dans les travaux publics.

Légère progression des effectifs dans le commerce

En 2006, les effectifs salariés ont légèrement crû dans le commerce (+0,3%). Cette amélioration représente un peu moins de 600 créations nettes d'emploi. Les créations concernent surtout les grandes surfaces alimentaires tandis que les commerces de détail et le commerce de gros voient diminuer le nombre de leurs postes.

Le tertiaire marchand privé tiré par les services

Sur l'ensemble de l'année 2006, l'emploi salarié du tertiaire marchand, hors commerces et intérim a progressé plus fortement qu'en 2005 (+3,1% contre +0,8%). Cette croissance a engendré un volume de créations d'environ 11 300 postes. Dans leur globalité, les services aux entreprises ont bénéficié d'une croissance forte de l'emploi (+3,7%) avec un gain proche de 4 700 salariés. Les deux composantes du secteur, conseils et

assistance auprès des entreprises, d'une part et services opérationnels (hors intérim) d'autre part, voient le nombre d'emplois salariés s'accroître respectivement de 4,3% et 3,2%. Les conseils et assistance retrouvent ainsi le chemin de la croissance après la stagnation des effectifs en 2005. Dans les transports, la situation de l'emploi s'est nettement améliorée (+3,0%) par rapport à 2005 qui s'était trouvée déficitaire pour l'emploi salarié (-0,8%). Les créations de postes ont principalement concerné les secteurs du transport routier de marchandises et l'organisation du transport de fret.

Évolution de l'emploi salarié privé non agricole dans les établissements marchands par activité, en 2006 dans le Nord-Pas-de-Calais

Activité économique (Nomenclature économique de synthèse niveaux 4 et 16)	Effectifs au 01/01/2006 en milliers	Taux d'évolution en 2006 en %
Industrie (hors énergie)	234,4	-2,8
Industries agricoles et alimentaires	35,3	-0,7
Biens de consommation	24,4	-5,3
- Habillement, cuir		-10,5
- Édition, imprimerie, reproduction		-5,7
- Pharmacie, parfumerie et entretien		-7,7
- Industries des équipements du foyer		-1,0
Industrie automobile	29,2	-1,0
Industries des biens d'équipement	38,3	-2,4
- Construction navale, aéronautique et ferroviaire		-5,9
- Industries des équipements mécaniques		-1,8
- Industries des équipements électriques et électroniques		-2,3
Industries des biens intermédiaires	107,2	-3,5
- Industries des produits minéraux		-4,8
- Industrie textile		-9,8
- Industries du bois et du papier		-1,8
- Chimie, caoutchouc, plastiques		-3,1
- Métallurgie et transformation des métaux		-0,9
- Industrie des composants électriques et électroniques		-0,7
Construction	78,7	+3,7
Commerce	184,4	+0,3
Services principalement marchands	270,3	+3,1
- Transports		+3,0
- Activités financières		+1,1
- Activités immobilières		-0,9
- Services aux entreprises		+3,7
- Services aux particuliers		+1,2
Autres secteurs tertiaires (administration, éducation, santé et action sociale)	94,4	+4,4
Ensemble	862,2	+1,0

Source : Insee, Urssaf - Données provisoires



Le nombre de postes dans les services aux particuliers (hors emplois des particuliers employeurs qui ne sont pas couverts par la source) a faiblement progressé (+1,2%) après avoir stagné en 2005. Les services personnels conservent leur rythme de croissance de 2005 (+2,0%) tandis que les activités culturelles, récréatives et sportives créent 1% d'emplois. Enfin, le secteur hôtels et restaurants connaît une année plus favorable que la précédente (+1,0%).

L'emploi salarié dans l'action sociale et la santé privée a évolué très favorablement suite à diverses mesures qui ont stimulé la création d'emplois (+4,3%), ce qui représente près de 3 900 postes. La croissance des effectifs est du même ordre dans les activités éducatives privées marchandes (+3,9%). Dans ces deux domaines, la région se positionne plus favorablement que le niveau national qui affiche une croissance globale de 1,6%.

Élisabeth VILAIN
Raymond BÉNARD
Insee - Service statistique

Un bilan comparable au bilan national

Ce bilan est effectué sur un champ qui exclut l'intérim, mal couvert par la source d'informations utilisée. Les données sur l'évolution de l'emploi intérimaire disponibles au moment de la rédaction sont issues du traitement des relevés mensuels de contrat de travail que sont tenus d'adresser à l'Unedic les établissements de travail temporaire. Elles indiqueraient pour la région Nord-Pas-de-Calais une progression du nombre des intérimaires entre décembre 2005 et décembre 2006 de 4,8%, identique à celle observée au plan national. Ce résultat porterait alors à +1,1% l'évolution globale de l'emploi salarié privé non agricole dans les secteurs marchands y compris l'intérim. C'est une progression du même ordre qu'observe pour le niveau national la note de conjoncture nationale de mars 2007.

Pour en savoir plus :

-  Analyse conjoncturelle - Hivers doux, croissance douce - Insee - Insee conjoncture - Note de conjoncture, mars 2007.
-  Site Internet UNlstat

Méthodologie

Les résultats présentés dans cette étude sont établis à l'aide des données recueillies dans les bordereaux de recouvrement des cotisations (BRC) adressés par les employeurs aux unions de recouvrement de la sécurité sociale et des allocations familiales (Urssaf) et transmis trimestriellement à l'Insee. Les effectifs pris en compte (effectifs déclarés en fin de trimestre) sont ceux soumis à la contribution sociale généralisée.

Sont exclus de l'analyse : les salariés appartenant aux établissements cotisant à la MSA (dispersés dans l'agroalimentaire, la construction, le commerce de gros, les services financiers etc.), l'emploi public (postes « Administration » et « Activités associatives et extra-territoriales » et la partie non marchande des postes « Éducation » et « Santé, action sociale » de la nomenclature d'activités en 36 postes), le secteur de l'énergie, La Poste et France Telecom, la SNCF, la Banque de France, les salariés à domicile, les stagiaires AFPA, les caisses de congés payés, la vente à domicile et l'administration d'immeubles. Enfin, ne sont pas pris en compte les salariés mis à disposition par les agences d'intérim.

Pour en savoir plus :

-  Évolution de l'emploi salarié dans le secteur privé en 2006 - Insee Nord-Pas-de-Calais - Pages de Profils, à paraître en juillet 2007.
-  www.insee.fr/fr/insee_regions/nord-pas-de-calais/rfc/conjoncture.htm